

Le 9 février 2024

L'honorable Chrystia Freeland  
Ministre des Finances  
Vice-première ministre  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario)

Madame la Ministre,

Alors que vous vous préparez à l'élaboration du budget fédéral de 2024-2025, nous vous soumettons, au nom du Parti vert du Canada, le présent mémoire, qui se divise en deux parties.

La première partie est un cadre conceptuel général, tandis que la deuxième présente des demandes précises que nous espérons voir intégrées au budget.

### **Cadre conceptuel**

Le budget de 2024-2025 représente une occasion de changement de cap. Il ne s'agit pas d'un budget préélectoral, mais il représente une occasion de corriger le tir au sujet des prémisses grandement partagées selon lesquelles nos économies post-COVID pourraient être généralement « mieux reconstruites ». Des turbulences inattendues comme l'inflation mondiale et des événements externes nous ont fait dévier de notre trajectoire.

Pendant ce temps, la vie quotidienne des Canadiens devient de plus en plus difficile.

Le fait que le Canada ait un ratio entre la dette nette et le PIB des plus enviables parmi les pays du G7 ne change rien au fardeau de la personne qui peine à joindre les deux bouts. Les données sur la dette nationale ont certes leur utilité, mais elles ne le sont guère pour celui ou celle qui craint de ne pas pouvoir payer son prêt hypothécaire ou acheter des fournitures scolaires.



L'économie américaine retrouve sa vigueur, ce qui est une bonne nouvelle pour le Canada. Dans l'Énoncé économique de l'automne de 2023, vous avez annoncé plusieurs indicateurs d'une future stabilité économique. Mais les Canadiens sont de plus en plus inquiets du niveau d'endettement et du sentiment, grandement partagé, que le système craque de partout, ou presque : soins de santé, éducation du niveau primaire au niveau postsecondaire, niveaux d'immigration et logement. L'abordabilité est en crise.

En bref, le domaine public a besoin de réinvestissements considérables. Mais l'humeur du public, les discussions politiques de même que les réflexions d'analystes augmentent la popularité de demandes simplistes pour réduire les dépenses. Nous vous exhortons à utiliser ce budget afin de prouver que le Canada dispose des richesses et des ressources nécessaires pour améliorer la vie des Canadiens tout en équilibrant le budget. Pour ce faire, il est important d'augmenter les revenus du gouvernement tout en limitant les réductions aux domaines où des subventions n'ont pas lieu d'être.

Pour ce budget, nous demandons au gouvernement de s'attaquer aux inégalités croissantes de richesse en instaurant l'impôt sur la fortune, notamment au moyen de taxes successorales sur les propriétés de plus de dix millions de dollars, et de chercher à récupérer l'argent dans les paradis fiscaux à l'étranger.

Nous demandons aussi au gouvernement de s'assurer que les grandes sociétés, dont les grandes chaînes d'épicerie, ne sont pas exemptées de payer leur juste part. Plus précisément, nous demandons d'annuler les réductions des taux d'imposition des sociétés survenues depuis l'année 2000 pour toutes les sociétés, à l'exception des petites entreprises. De plus, le dividende pour la relance au Canada, déjà en place pour les secteurs bancaires et des assurances, doit être étendu aux bénéfices excédentaires du secteur pétrolier et gazier.

Afin de libérer des milliards de dollars pour des programmes désespérément essentiels, comme l'assurance-médicaments, les soins dentaires et la prestation canadienne pour les personnes handicapées, nous préconisons le retrait des subventions pour le captage, l'utilisation et le stockage du carbone.

Nous croyons que l'augmentation des revenus du gouvernement lui permettra d'éponger le déficit tout en améliorant le filet de sécurité sociale.

## **Demandes budgétaires précises**

### **1. Financement de la prestation canadienne pour les personnes handicapées**

Avec l'adoption en juin dernier de la *Loi sur la prestation canadienne pour les personnes handicapées*, nous vous pressons de financer la prestation canadienne pour les personnes handicapées à un niveau adéquat afin de soutenir les divers besoins des Canadiens en situation de handicap.

Les Canadiens en situation de handicap, d'une manière disproportionnelle, vivent toujours dans la pauvreté. Après des années de retard, les Canadiens s'attendent à ce que la prestation soit financée et versée. Cette prestation doit atteindre l'objectif prévu, soit de soulager le fardeau financier associé aux dépenses médicales, à l'équipement spécialisé, au logement accessible et aux revenus réduits, afin d'atteindre un niveau dépassant le seuil de pauvreté et d'y avoir accès par un processus de demande exempt d'obstacles. Ainsi, le gouvernement peut considérablement contribuer à réduire la pauvreté au Canada, améliorer la qualité de vie des Canadiens en situation de handicap et promouvoir une société plus inclusive et plus équitable.

### **2. Doubler le logement social et s'occuper de la financiarisation du logement**

Une maison devrait servir de logement, et non d'un bien que des investisseurs s'échangent. Pourtant, les sous-investissements continus dans le logement social et les incitatifs pour les grandes sociétés d'investissement contribuent à la crise du logement.

Nous vous encourageons à vous engager à doubler, au minimum, le parc de logements sociaux du Canada, et à mettre en place un ensemble de mesures répondant à la financiarisation du logement.

Mike Morrice a donné un exemple de mesure en septembre dernier avec sa motion 71 : mettre fin aux exemptions fiscales injustes dont jouissent les sociétés de placement immobilier. Depuis que cette motion a été déposée, le DPB a effectué une estimation des coûts de la mesure et a démontré qu'elle générerait plus de 300 millions de dollars sur cinq ans, qui pourraient être réinvestis dans les logements abordables dont nos communautés ont besoin.

### **3. Assurance-médicaments**

Comme l'Énoncé économique de l'automne 2020 le faisait remarquer, le gouvernement était prêt à prendre des mesures par étapes. Les recommandations du rapport Hoskins devraient être mises en œuvre dès maintenant.

Nous demandons au gouvernement d'entamer l'établissement d'un formulaire de médicaments approuvés pour l'achat en vrac, conformément aux directives de l'Initiative thérapeutique de l'Université de la Colombie-Britannique, car Santé Canada n'élimine pas les conflits d'intérêts et le contrôle injustifié des sociétés sur les décisions relatives à l'innocuité des médicaments.

#### **4. Santé mentale et dépendances**

La crise des opioïdes ou des drogues contaminées, de même que la crise de la santé mentale, sont des urgences sanitaires nationales qui nécessitent des mesures urgentes de la part de tous les ordres de gouvernement.

Il est grand temps de décriminaliser la simple possession de drogues non réglementées, une mesure qui permettrait de sauver des vies et de réduire les coûts des soins de santé. La hausse du taux de mortalité est le résultat non pas d'une crise des surdoses, mais bien d'une crise d'empoisonnement due à la contamination par le fentanyl d'un large éventail de substances, y compris des substances non opioïdes.

Pour lutter contre l'offre de drogues contaminées, il faut décriminaliser la simple possession et prévoir un financement important pour des soutiens supplémentaires, dont des services de counseling en toxicomanie et des services destinés aux personnes qui tentent de mettre fin à leur dépendance.

Les adolescents, en particulier, ont grandement besoin de services en toxicomanie conçus pour eux. En outre, il faudrait prioriser les communautés autochtones, dont plusieurs manquent actuellement de soins de qualité.

Nous exhortons le gouvernement à traiter la crise des opioïdes comme une question de santé publique et non comme une question criminelle. Nous appuyons la demande de la Fédération des étudiants et des étudiantes en médecine du Canada, qui propose de radier les casiers judiciaires des personnes accusées de simple possession de drogues non réglementés afin que ces accusations n'aient pas d'incidence sur des occasions futures, dont des occasions d'emploi et de logement.

Nous recommandons au gouvernement d'élaborer une stratégie nationale sur la consommation de substances psychoactives s'appuyant sur les suggestions d'intervenants clés, particulièrement ceux de communautés marginalisées et racisées. Cette stratégie devrait prévoir un financement accru des projets d'approvisionnement sûr, un accès universel et peu restrictif aux services de traitement et de réduction des méfaits et la mise en œuvre de programmes de préventions fondés sur des données probantes.

En outre, les Canadiens sont en droit de bénéficier de soins de santé mentale abordables et accessibles, intégrés dans un système de soins de santé véritablement universel. La santé mentale de la population canadienne a souffert de la pandémie, ce qui a allongé les temps d'attente et conduit à des situations de crise pour bien des gens. Il est temps d'intégrer les services de santé mentale dans la *Loi canadienne sur la santé* et de transférer aux provinces le Transfert canadien en matière de santé mentale promis. Nous nous réjouissons que l'Énoncé économique de l'automne de novembre ait annoncé l'intention d'éliminer les taxes sur la valeur ajoutée (TPS, TVH) pour les services de consultation. Dans un deuxième temps, les personnes à faible et moyen revenu non assurées devraient avoir un accès gratuit à ces services, tout comme les personnes à faible et moyen revenu qui ne bénéficient pas d'un régime privé de soins de santé.

Nous demandons également au gouvernement de fournir un financement à long terme aux Instituts de recherche en santé du Canada afin d'accroître la recherche sur la santé mentale proportionnellement au fardeau de la maladie que représente la santé mentale.

Les établissements postsecondaires ont un besoin urgent de services de santé mentale adéquats pour la population étudiante. Avant même la pandémie, au printemps 2016, l'enquête National College Health Assessment (évaluation nationale de la santé dans les collèges) a interrogé 43 000 étudiants et a révélé un niveau important de stress, de dépression et même de pensées suicidaires – un pourcentage alarmant de 13 % des répondants avait sérieusement envisagé le suicide. Nous soutenons l'appel de l'Alliance canadienne des associations étudiantes en faveur d'un nouveau fonds de 500 millions de dollars sur cinq ans pour embaucher des professionnels de la santé mentale dans les établissements postsecondaires.

## **5. Appliquer le dividende pour la relance au Canada aux entreprises pétrolières et gazières**

Afin d'atténuer les problèmes d'abordabilité d'un océan à l'autre, nous exhortons le gouvernement du Canada à instaurer une taxe sur les bénéfices excédentaires de l'industrie des combustibles fossiles, tout comme le gouvernement actuel l'a déjà fait pour les industries bancaires et d'assurance-vie par l'entremise du dividende pour la relance au Canada.

Cette mesure répond au besoin urgent de s'attaquer aux problèmes financiers que vivent les Canadiens, de tenir les grands pollueurs responsables et de contribuer aux initiatives essentielles de réponse à la crise climatique. Une analyse récente du DPB démontre qu'une taxe de 15 % sur les profits dépassant 1 milliard de dollars générerait 4,2 milliards de dollars, en ne tenant compte que des profits de 2022. Ces revenus pourraient être dirigés vers des solutions pour le climat éprouvées, qui aideraient les Canadiens à faire face au coût de la vie croissant, tel l'élargissement de la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes, l'élargissement de programmes finançant des thermopompes et un investissement dans les transports en commun.

## **6. Investir dans le réseau national de distribution d'électricité**

Agir concrètement pour lutter contre les changements climatiques stimule notre avenir économique. Faire du réseau national de distribution d'électricité une réalité dans le cadre d'un système de réseaux électriques intelligents interconnectés est un élément essentiel de la décarbonisation et de la mise en place d'un système énergétique fondé sur les énergies renouvelables. Même s'il faudra un investissement important et une coopération étroite entre les provinces, ces efforts sont indispensables au respect de l'engagement pris par le Canada dans l'accord conclu à la COP28, soit celui de tripler son énergie renouvelable d'ici 2030. Le réseau électrique est un aspect critique de cet engagement. Le Parti vert du Canada appuie les mesures particulières à l'augmentation de la capacité et de la connectivité du réseau électrique telles qu'on les retrouve dans la présentation de la Coalition pour un budget vert.

## **7. Investi dans un système intermodal de transports terrestres**

Un système de transports terrestres durable et abordable entre les régions urbaines qui comprend aussi les régions rurales et éloignées est un autre projet essentiel de construction de nation. Tout comme dans les années précédentes, nous plaidons la cause d'un système intermodal de transports terrestres, comme l'a recommandé l'Enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Soutenir les entreprises d'autocar régionales et locales, telles Maritime Bus

et Wilson's Transportation Ltd, en Colombie-Britannique, et les connecter à VIA Rail partout au Canada est essentiel à répondre aux besoins fondamentaux des Canadiens. En dépit des affirmations voulant que le train à grande fréquence (TGF) soutienne ce but, nous craignons vivement que, sous sa force prévue à l'heure actuelle, le TGF mine plutôt le transport de passagers par chemin de fer partout sauf dans le corridor Windsor-Québec. Cette section du site Web du TGF est claire sur les risques : « Une fois le TGF en service, VIA Rail devrait continuer à exploiter ses services longue distance de Toronto à Vancouver et de Montréal à Halifax ».

<https://tgf-hfr.ca/faq/>

Autrement dit, le plan prévoit que VIA n'ait plus accès au corridor Windsor-Québec, qui est la source de plus de 90 % de son revenu. Comme résultat probable, le wagon de voyageurs disparaîtra partout ailleurs. La privatisation du transport de passagers par chemin de fer sur ses routes les plus rentables sera subventionnée d'au moins 12 milliards de dollars en fonds publics. Nous vous exhortons à arrêter la demande de propositions de consortiums internationaux pour le TGF en attente d'une évaluation. Nous devons veiller à ce que les fonds publics soient alloués à un système public. Nous vous exhortons à allouer immédiatement des fonds du budget de 2024-2025 à VIA Rail afin que la société puisse acheter du matériel roulant et étendre ses routes en Colombie-Britannique et dans la région de l'Atlantique tout en mettant le projet de TGF en pause afin de s'assurer qu'il ne s'agit pas d'un cheval de Troie qui détruirait le transport limité de passagers par chemin de fer dont nous jouissons en ce moment.

## **8. Renflouer la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes**

Renflouer de 4 milliards de dollars la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes permettrait de faire du progrès vers l'objectif de la COP28 de doubler l'efficacité énergétique d'ici 2030. Aider la population canadienne à épargner tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre est une politique ingénieuse à tous les niveaux.

## **9. Appuyer des voies de transport accessibles pour les territoires**

Offrez un appui supplémentaire aux territoires en matière de leurs besoins particuliers pour des voies de transport accessibles en cas d'urgence.

## **10. Investir dans l'adaptation et la protection civile**

Malgré la stratégie d'adaptation de 2022, le Canada demeure très mal préparé aux dômes de chaleur, aux incendies, aux sécheresses, aux inondations et aux intenses tempêtes meurtrières, qu'il s'agisse d'ouragans, de tornades, de dérêchos ou de tempêtes de verglas. Le budget de 2024 devrait investir dans des innovations essentielles à l'adaptation et la protection civile. Nous demandons au gouvernement fédéral de faire preuve de leadership et de créer immédiatement un groupe de travail permanent grâce auquel les gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et autochtones et les administrations municipales pourront conjointement mettre l'accent sur la résilience, l'alerte rapide et des stratégies d'adaptation pour sauver des vies lors de phénomènes climatiques.

## **11. Établir une capacité nationale de lutte contre le feu**

Puisque 2023 a été la pire année de l'histoire du Canada en matière de feux de forêt dans presque toutes les provinces – la saison des feux de forêt ayant la plus longue jamais enregistrée –, nous vous demandons d'établir une capacité nationale de lutte contre le feu, ce qui comprendrait d'acheter des bombardiers à eau de fabrication canadienne (nous recommandons les avions-citernes DHC-515).

## **12. Augmenter notre budget de développement international**

Finalement, nous exhortons le gouvernement à augmenter notre budget de développement international, retranché de 15 % l'an dernier. Les nombreuses crises humanitaires du monde exigent une aide d'urgence, ce qui mine les investissements clés et à long terme nécessaires à l'éducation des femmes et des filles – des investissements qui ont mené à une plus grande durabilité et de plus grands succès dans les nations les moins développées du monde que nous partageons. Nous vous incitons vivement à doubler l'aide publique au développement. Nous pressons aussi le Canada de se faire le leader d'une réimagination mondiale des institutions issues des accords de Bretton Woods se rapprochant des modifications politiques suggérées par sir Nicholas Stern et la première ministre Mia Mottley – avec des efforts tels une collecte de taxes du Fonds monétaire international sur l'aviation et le transport des marchandises internationaux, une taxe sur les opérations monétaires (la taxe Tobin) et d'autres mesures afin de financer les adaptations et mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques absolument nécessaires.



Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, nos salutations distinguées.

Elizabeth May, O.C.  
Cheffe du Parti vert du Canada  
Députée de Saanich-Gulf Islands

Mike Morrice  
Député de Kitchener-Centre

Jonathan Pedneault  
Chef adjoint du Parti vert du Canada

C. c. :  
L'honorable Seamus O Regan  
L'honorable Harjit Sajjan  
L'Honorable Anita Anand  
L'honorable Ahmed D. Hussen  
L'honorable Mark Eyking  
L'honorable Sean Fraser  
L'honorable Steven Guilbeault  
L'honorable Jonathan Wilkinson  
L'honorable Jean-Yves Duclos  
L'honorable Pablo Rodriguez